

ASS/GF/II/MG

2026-38

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 28 MARS 2026

OBJET : ÉLECTION DU MAIRE			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 33	Nombre de votants : 33	Date de la convocation : 23 mars 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-huit mars à dix heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. Michel MASUYER, Doyen d'âge de l'assemblée.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Françoise CASTEL, M. William COMBES, Mme Christine BÉNET, M. Laurent MARTINEZ, Mme Corinne ARMERO, M. Michel MASUYER, Mme Sabrina FITO, M. El Mahdi DAHBI, Mme Mireille SANTINI, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Christine FOULQUIER, M. Erik LE MOAL , Mme Pauline VILCHEZ, M. Christian ROIG, Mme Mélinda MARTIN, M. Jean-Charles PITT, Mme Magali GARY-BOBO, M. Thierry CAUMEIL, Mme Émilie FABREGAT, M. Philippe GALANO, Mme Vanessa BESLER, M. Bernard ROUSSET, Mme Angélique ARCIET, M. Jérôme BACAVE-ESTEVE, Mme Carol-Ann EHRHARD, M. André HERNANDEZ, Mme Valérie DUMONTET, M. Thierry DENARD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, M. Denis PROVENT, Mme Dominique GEA, M. Michel CANO

Étaient absents : N/A

Avaient donné mandat : N/A

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Michel MASUYER

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Françoise CASTEL

RAPPORTEUR : Michel MASUYER

Vu les articles L. 2122-4 à L. 2122-17 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu les résultats des élections municipales des 15 et 22 mars 2026 ;

L'article L. 2122-4 du Code général des collectivités territoriales dispose :

« Le conseil municipal élit le maire et les adjoints parmi ses membres, au scrutin secret. Nul ne peut être élu maire s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus.

Les fonctions de maire sont incompatibles avec l'exercice d'une des fonctions électives suivantes : président d'un conseil régional, président d'un conseil départemental.

Les fonctions de maire sont également incompatibles avec celles de membre de la Commission européenne, membre du directoire de la Banque centrale européenne ou membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.

Tout maire exerçant une fonction le plaçant dans une situation d'incompatibilité prévue par les deuxième et troisième alinéas cesse de ce fait même d'exercer ses fonctions de maire. En cas de contestation, l'incompatibilité prend effet à compter de la date à laquelle la décision juridictionnelle confirmant l'élection devient définitive. »

L'article L. 2122-5 du Code général des collectivités territoriales dispose :

« Les agents des administrations ayant à connaître de la comptabilité communale, de l'assiette, du recouvrement ou du contrôle de tous impôts et taxes ne peuvent être maires ou adjoints, ni en exercer même temporairement les fonctions, dans toutes les communes qui, dans leur département de résidence administrative, sont situées dans le ressort de leur service d'affectation.

La même incompatibilité est opposable dans toutes les communes du département où ils sont affectés aux comptables supérieurs du Trésor et aux chefs de services départementaux des administrations mentionnées au premier alinéa.

Elle est également opposable dans toutes les communes de la région ou des régions où ils sont affectés aux directeurs régionaux des finances publiques et aux chefs de services régionaux des administrations mentionnées au premier alinéa. »

L'article L. 2122-7 du Code général des collectivités territoriales dispose :

« Le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu. »

M. Michel MASUYER, le Doyen d'âge et président de séance, après avoir donné lecture des articles L. 2122-4, L. 2122-5 et L. 2122-7 du Code général des collectivités territoriales, a invité le Conseil municipal à procéder à l'élection du Maire à bulletin secret et à la majorité absolue, conformément aux dispositions légales. M. Michel MASUYER a invité les candidats aux fonctions de Maire à se faire connaître. Une seule candidature a été enregistrée : celle de M. Gérard FORCADA, du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible ».

Le bureau électoral était composé de Mme Françoise CASTEL du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », secrétaire de séance, de Mme Mélinda MARTIN du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible » et de Mme Valérie DUMONTET du groupe « Un nouvel élan pour Lézignan », assesseurs.

Chaque membre de l'assemblée délibérante, à l'appel de son nom, a introduit dans l'urne son bulletin de vote. Le dépouillement du vote a donné le résultat suivant :

-Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 33

-Nombre de suffrages déclarés nuls : 0

-Nombre de suffrages déclarés blancs : 7

-Nombre de suffrages exprimés : 26

-Majorité absolue : 14

Le candidat M. Gérard FORCADA a obtenu : 26 voix

Le conseil municipal, réuni sous la présidence du Doyen d'âge, après appel nominal et vote au scrutin secret :

Proclame M. Gérard FORCADA, ayant obtenu la majorité absolue des voix, élu Maire de la commune.

Pour extrait certifié conforme :

Le Président de séance,
M. Michel MASUYER



La secrétaire de séance,
Mme Françoise CASTEL



M. Michel MASUYER, Doyen d'âge, cède la présidence de l'assemblée à M. Gérard FORCADA, Maire de la commune.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20260328-2026-38-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/04/2026
Publication : 03/04/2026

Pour le Maire

